

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19963 - 77EME ANNÉE

Au service de la transition énergétique

Orientations 2020-2026 du SIDÉLEC Réunion : une nouvelle dynamique pour un service public durable !

Afin de porter plus loin et avec encore plus de force sa mission d'intérêt général visant à construire un service public de proximité et solidaire, le SIDELEC Réunion a délibéré sur une Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) de plus de 120 millions d'euros qui signe l'avènement d'une nouvelle mandature pour la Collectivité dont les grandes orientations 2021-2026 concourent à l'ambition de participer à l'ambition collective de faire de La Réunion « une île-verte au profit de l'emploi durable ». Des orientations que nous rappelle ci-après, Maurice Gironcel, son président :

« Nous sommes engagés pour faire de La Réunion une île verte ! Le SIDÉLEC RÉUNION, Autorité Organisatrice de Distribution d'Énergie à La Réunion est acteur de la Transition Énergétique.

L'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serres en arrivant à l'autonomie énergétique et à la production d'une énergie 100 % verte en 2030. Nous nous mobilisons pour une électricité « bas carbone dès 2023 », rappelle Maurice Gironcel.

Et le président du SIDELEC d'insister sur le fait que pour la collectivité, il s'agit d'une nouvelle dynamique pour bâtir un service public durable : « Avec les 24 communes et plus de 20 millions d'euros investis chaque année, nous sommes engagés pour un développement responsable du territoire, créateur

de richesse et d'emploi ».

Et pour accompagner le développement de l'établissement, le SIDELEC s'est dotée d'une nouvelle identité visuelle marquant ainsi cette nouvelle impulsion :

« Le but est d'affirmer le positionnement institutionnel du syndicat en qualité d'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité et d'illustrer notre engagement dans la Transition Énergétique avec le soutien de l'État, de la Région Réunion, du Conseil Départemental et de l'ADEME.

Nos orientations 2020-2026 sont clairement définies : Il s'agit d'une part, de sauvegarder le modèle concessionnaire réunionnais et d'autre part, d'offrir un service public d'électricité de qualité durable et solidaire. Et enfin, d'agir pour la conversion écologique de l'économie, grâce notamment au Plan de Relance . Dans un contexte de multi-crisis, il est plus que jamais nécessaire de relever collectivement les défis économiques, sociaux, climatiques, énergétique », conclut Maurice Gironcel, le président du SIDELEC Réunion.

M.S.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Vaccination et augmentation des cas de COVID-19 : efficacité très relative des vaccins utilisés en Europe et aux États-Unis

Les États-Unis constituent un des principaux fournisseurs des médicaments expérimentaux utilisés sous forme de vaccins en Europe. A La Réunion, les vaccins COVID-19 sont importés de ce pays. Cela n'empêche pas des chercheurs de publier des résultats allant à l'encontre de la communication officielle. Une étude publiée dans le très sérieux « *European journal of epidemiology* » souligne que plus une population est vaccinée, plus le coronavirus circule. Aux États-Unis, le taux de décès des personnes complètement vaccinées augmente avec le temps. Cela souligne l'importance d'autres moyens de prévention qui ont prouvé leur efficacité. « La stigmatisation des populations peut faire plus de mal que de bien », affirment les auteurs de l'étude parue dans le « *European journal of epidemiology* ».

L'étude publiée le 30 septembre dans le « *European journal of epidemiology* » porte sur la relation entre le pourcentage de la population entièrement vaccinée et les nouveaux cas de COVID-19 dans 68 pays et dans 2947 comtés aux États-Unis. Elle indique en préalable que « les vaccins sont actuellement la principale stratégie d'atténuation pour lutter contre le COVID-19 dans le monde. Par exemple, le récit lié à la recrudescence continue de nouveaux cas aux États-Unis (É.-U.) serait motivé par les zones à faible taux de vaccination. Un récit similaire a également été observé dans des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ». Mais « dans le même temps, Israël, salué pour ses taux de vaccination rapides et élevés, a également connu une résurgence substantielle des cas de COVID-19 ».

« Les pays avec un pourcentage plus élevé de population entièrement vaccinée ont des cas de COVID-19 plus élevés »

« Au niveau des pays, il ne semble

pas y avoir de relation discernable entre le pourcentage de la population complètement vaccinée et les nouveaux cas de COVID-19 au cours des 7 derniers jours », précise l'étude parue dans le « *European journal of epidemiology* ». « En fait, la tendance suggère une association légèrement positive où les pays avec un pourcentage plus élevé de population entièrement vaccinée ont des cas de COVID-19 plus élevés pour 1 million de personnes ». Notamment, Israël, avec plus de 60 % de sa population entièrement vaccinée, a enregistré les cas de COVID-19 les plus élevés pour 1 million de personnes au cours des 7 derniers jours. Autre illustration : l'Islande et le Portugal ont plus de 75 % de leur population entièrement vaccinée et ont plus de cas de COVID-19 pour 1 million d'habitants que des pays comme le Vietnam et l'Afrique du Sud qui ont environ 10 % de leur population entièrement vaccinée.

« Aux États-Unis, parmi les 5 principaux comtés qui ont le pourcentage le plus élevé de population complètement vaccinée (99,9 à 84,3 %), les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis en identifient 4 comme des comtés à transmission « élevée ». Les comtés de Chattahoochee (Géorgie), McKinley (Nouveau-Mexique) et Arecibo (Porto Rico) ont plus de 90 % de leur population entièrement vaccinée, les trois étant classés comme transmission « élevée ». Inversement, sur les 57 comtés classés comme comtés à « faible » transmission par le CDC, 26,3 % ont un pourcentage de la population entièrement vaccinée inférieur à 20 % », précise l'étude.

Hausse de 0 à 15 % du taux de décès des vaccinés

Elle ajoute ceci : « dans un rapport publié par le ministère de la Santé en Israël, l'efficacité de 2 doses du vaccin BNT162b2 (Pfizer-BioNTech) contre la prévention de l'infection

au COVID-19 a été signalée à 39 %, nettement inférieure à l'essai qui affirmait une efficacité de 96 %. Il apparaît également que l'immunité dérivée du vaccin Pfizer-BioNTech peut ne pas être aussi forte que l'immunité acquise grâce à la récupération du virus COVID-19. Une baisse substantielle de l'immunité des vaccins à ARN messager 6 mois après l'immunisation a également été signalée. » Et de souligner que « même si les vaccinations offrent une protection aux individus contre les hospitalisations graves et les décès, le CDC a signalé respectivement une augmentation de 0,01 à 9 % et de 0 à 15,1 % (entre janvier et mai 2021) dans les taux d'hospitalisations et de décès, parmi les personnes complètement vaccinées ».

D'autres moyens efficaces existent

« En résumé, même si des efforts doivent être faits pour encourager les populations à se faire vacciner, cela doit être fait avec humilité et respect. La stigmatisation des populations peut faire plus de mal que de bien », affirment les auteurs de l'étude parue dans le « *European journal of epidemiology* ». « Il est important de noter que d'autres efforts de prévention non pharmacologiques (par exemple, l'importance d'une hygiène de base de santé publique en ce qui concerne le maintien d'une distance de sécurité ou le lavage des mains, la promotion de formes de tests plus fréquentes et moins chères) doivent être renouvelés afin de trouver l'équilibre entre apprendre à vivre avec COVID-19. De la même manière, nous continuons à vivre 100 ans plus tard avec diverses altérations saisonnières du virus de la grippe de 1918 », concluent les chercheurs.

M.M.

Edito

160 millions d'enfants astreints au travail : les filles premières victimes

Le nombre de victimes du travail des enfants s'élève à 160 millions dans le monde – soit une augmentation de 8,4 millions d'enfants au cours des quatre dernières années – et des millions d'autres sont en danger en raison des effets du COVID-19, selon un nouveau rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'UNICEF.

Le rapport note une hausse significative du nombre d'enfants âgés de 5 à 11 ans astreints au travail ; ils représentent désormais un peu plus de la moitié du chiffre mondial total. Le nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui effectuent des travaux dangereux – définis comme un travail susceptible de nuire à leur santé, leur sécurité ou leur développement moral – a augmenté de 6,5 millions depuis 2016 pour atteindre 79 millions. « Les nouvelles estimations sont un signal d'alarme. Nous ne pouvons pas rester sans rien faire quand une nouvelle génération d'enfants est mise en péril », a déclaré le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

Dans les mines comme dans les champs, dans les usines ou dans des boutiques, sur l'eau comme sur terre, 63 millions de filles travaillent. Et ce chiffre, déjà conséquent, est sous-estimé. « Ces données issues de l'Organisation Internationale du Travail et de l'alliance 8.7 ne peuvent pas prendre en compte les pires formes d'exploitation des filles, notamment l'esclavage domestique, l'enrôlement dans des groupes armés, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales ou encore le travail domestique, faute de chiffres », précise Juliette Bénet, l'une des deux porte-parole de l'ONG Plan International qui lutte pour faire progresser le respect des droits des enfants et l'égalité entre les filles et les garçons. Un problème méthodologique qui peut fausser la perception du public, regrette Julien Beauhaire, le deuxième porte-parole de l'ONG : « Ce chiffre, face aux 97 millions de garçons travailleurs, pourrait faire croire que les filles sont moins touchées que les garçons mais c'est faux : ces autres formes d'exploitations invisibilisent le réel sort des filles. »

La crise sanitaire pourrait, selon les premières estimations, mettre 9 millions d'enfants supplémentaires au travail, sans compter les exploitations informelles. Une hausse due à la crise économique qui paupérise les populations, mais aussi aux confinements successifs. Or, en situation d'urgence, lors de conflits, de catastrophes sanitaires ou écologiques, les filles sont les premières affectées : elles ont 2,5 fois plus de risque d'être déscolarisées que les garçons. « Quand la pauvreté augmente de 1%, le travail des enfants

augmente de 0,7%. Et il y a un lien évident entre pauvreté et exploitation des filles. Une fille à la maison c'est une bouche à nourrir, elle représente un poids économique pour les parents », assène Julien Beauhaire.

La déscolarisation induite par les confinements fait souvent perdre aux filles le chemin de l'école et les expose aux dangers, ajoute Juliette Bénet : « Quand une fille ne va plus à l'école, la famille préfère la confier à un mari, pour éviter d'avoir une bouche à nourrir en plus. Elles sont aussi exposées aux violences sexuelles, notamment intrafamiliales. Certaines sont contraintes, lorsqu'elles sont enfermées chez elles, à travailler 10h par jour pour soutenir leur famille. » Une autre tendance alarmante se dessine, avec une augmentation pendant les confinements : l'exploitation sexuelle des filles sur le web. Aux Philippines, le nombre de cas signalés est passé de 50 000 à plus de 120 000 entre février et mars 2020.

Plus que la paupérisation ou le contexte sanitaire, c'est contre la mentalité sexiste des sociétés qu'il faut lutter. Le sexisme est profondément ancré dans les sociétés, comme en Tanzanie. « Du fait de leur sexe, les filles sont directement considérées comme inférieures aux garçons. Les communautés ont des attentes spécifiques pour leurs filles : elles doivent tenir la maison, mais aussi participer à l'apport financier pour supporter le ménage. », regrette Jane Mrema.

Faire changer le regard de la société sur la position des filles et plus largement sur le travail infantile est la mission la plus difficile pour la militante basée en Tanzanie, surtout quand les cibles de ces inégalités sont parfois elles-mêmes réticentes. Jane Mrema décrit ainsi que la plupart des filles ont intériorisé ces inégalités comme des normes légitimes : « La majorité des filles considèrent cela comme quelque chose de normal, à cause de leur culture, de leur croyance, de leur socialisation... elles veulent se conformer aux attentes de la société, dans les rôles qu'on leur assigne. » D'où le travail de sensibilisation effectué auprès des communautés, des parents et des filles par des militants locaux comme Jane. « Certaines, qui ont été sensibilisées, qui ont été dans nos projets, comprennent leurs droits en tant qu'enfants et se sentent assez sûres d'elles pour demander de l'aide, pour chercher des soutiens auprès d'associations », affirme Jane Mrema.

Pourquoi voudrais-je des pieds puisque j'ai des ailes pour voler ? Frida Kahlo

David Gauvin

Oté

Lotosifizanss alimantèr : inn-dé késtyon

Noute nouritir d'baz tradissyonèl, sé koi oziss ?

Mézami, in zour mwin la lève mon balo pou alé poursiv mon zétide dan La franss. Par l'fète mi rapèl pi kissa la porsuiv l'ote, mi rapèl pi galman kissa la trape inn-a-l'ote. Mé la pa ladsi mi vé anparl zordi. Sak mi vé anparlé sé noute nouritir baze tradissyonèl.

Alor figure azot avèk plizyèr kamarade, mwin la kite La Rényon dann laviyon konstélassion pou alé dan La franss konm étidyan : in gran mo, mé kant même défoi in pé kré. La shanss la vouli ni gingn in shanm la sité inivèrsitèr, la shans la vouli galman nou téi sar manzé réstoran inivèrsitèr. Promyé romarke, laba, i done pa d'ri sof tazantan rarman konm korn lapin. In manzé san gou ni santiman : in sèl zafèr pou rolèv ali, lo piman krazé rouze osinonsa vèr mé krazé avèk son l'akonpagnman.

Si demoune l'avé d'mande amwin kèl sé mon nouritir d'baz, lé sir ké mwin noré réponde : do ri. Sir dsa ? San pour san.

Na poin lontan kan mwin la fé in kozman dsi lotosifizanss alimantèr é kan mwin la di, noute manzé d'baze sé dori. Pou mwin lété mèm pa néssèssèr drèss kabaré la dsi... Erèr ! Kan

demoune la komanss diskité, sobaté épi kozé, néna in ga la di amwin karéman mwin lé dann lérèr. Lérèr ? Konm Daniel Honoré téi di : « i diskite pa avèk in kouyon, i done ali rézon. »

Si ni rogarde bande éstatistik ni oi dopi dé zané shak ané La Rényon i févni pou 50 000 tone do ri é la farine néna tandanss goumanté-13000 tone, sa i fé in bonpé kant mèm... Donk dori lé mazoritèr. La pa bézoin diskité la dsi... lé vré in tan téi manze bonpé mayi, bonpé ravaze. Mé in késtyon kant mèm, kossa nou téi manze avan la départmantalizassion : dori la plipar d'tan lété in manzé fantézi, mayi téi manz souvan dé foi, avansa téi manze bonpé ravaze.

Alor dann toussa, kossa ni pé apèl noute manzé d'baze tradissyonèl ? Mi panss ni pé di sé d'ri pou la mazorité d'moune é la pa bézoin alé rode lo pou dann la tête na poin shové.

Justin